

Conférence débat avec Abdoul Mbaye

Paris le 21 octobre 2018

SITUATION ECONOMIQUE DU SENEGAL : enjeux et perspectives

C'est en début de semaine, lorsque j'ai commencé à rassembler les éléments qui devaient étayer mon exposé introduisant les échanges que nous aurons sur cet intéressant sujet, que je me suis rendu compte à quel point ceux qui l'ont choisi m'ont soumis au supplice.

En effet, l'analyse économique repose d'abord sur l'étude de statistiques, utilise principalement des statistiques pour se justifier, pour expliquer, pour tirer des conclusions, annoncer un ou des futurs possibles.

Or au Sénégal notre conception de la statistique est devenue très particulière, et il y existe ce que l'on pourrait désigner comme un « *nouveau management des statistiques* »: Tout commence avec l'agence ANSD confiée à un personnage important du parti au pouvoir, puis plus tard on fera de même avec le MEF qui en assure la tutelle. C'est rompre avec une vieille tradition sénégalaise qui a consisté à ne pas faire de ces postes des postes politiques.

ANSD accueille pourtant des agents assermentés, qui s'engagent à ne dire que la vérité. Mais la politisation de l'administration sénégalaise, et en accéléré depuis l'an 2014, n'épargne plus aucun de ses recoins.

Et aujourd'hui, au Sénégal nous devons faire avec :

- des statistiques mensongères
- des statistiques oubliées ou cachées
- des statistiques réévaluées

Statistiques mensongères . Prenons quelques exemples :

Le symbole de l'économie sénégalaise, de son agriculture, de son industrie, de son commerce a longtemps été sa production d'arachide. Cette dernière a été **annoncée de 1,4 millions de tonnes en 2017-2018 ; cela correspond à un record absolu jamais atteint par le Sénégal**. Mensonge car ce niveau de production ne peut l'être en raison de plusieurs incohérences :

- il équivaudrait à une croissance de 40% en une seule année (le chiffre de l'année précédente était également faux : « SIA mars 2017 : « La Société nationale des oléagineux du Sénégal (SONACOS SA) est dans les dispositions d'acheter près de 200.000 tonnes de graines d'arachide cette année, bien que la production ne soit pas suffisante, a indiqué, vendredi à Paris, son directeur général, Pape Dieng. "Nous avons l'argent pour en acheter, mais, malheureusement, il n'y a pas de graines", a dit M. Dieng, soulignant que la SONACOS a collecté à la date d'aujourd'hui 71.300 tonnes contre 7000 tonnes l'année précédente. ») (Seneweb.com)

- un tel niveau de production n'a jamais été atteint lorsque les pluies étaient abondantes, les sols meilleurs, l'encadrement technique du paysan assuré, la commercialisation de la production certaine, les semences certifiées et de bonne qualité, les engrais disponibles en quantité et à temps.
- Mensonge révélé par des incohérences, car la capacité théorique des huileries atteint à peine 500 000 tonnes (sans doute moins de 350 000 tonnes en réel), parce que les achats effectués par les huileries ne dépassent pas 250 000 tonnes, les crédits nécessaires pour commercialiser ce record de production à 210 fcfa est de 200 milliards minimum contre moins de 40 milliards mis en place, et parce que les exportations n'atteignent pas 300 000 tonnes.

Or comme l'économie c'est parfois également de la simple arithmétique, on ne peut pas se poser la question suivante : où est donc passée la production d'arachides du Sénégal de toutes ces dernières années?

Autre exemple de statistiques mensongères, le doublement de la production céréalière du Sénégal annoncée : mais pourquoi donc l'alerte a-t-elle été donnée dès le mois de Mars 2018, et la nécessité de lutter contre la famine et l'insécurité alimentaire au Sénégal engagée à partir du mois de juin ?

Le mensonge sur l'autosuffisance en riz en fin 2017 a été entretenu jusqu'en Juin 2017 par des déclarations incroyables du même ministre, qui a du reconnaître face au maintien des importations à leur niveau antérieur que cela ne serait finalement pas possible. Le Président de la République est alors venu à son secours pour affirmer que ce serait pour fin 2018... Bientôt la fin de l'année, nous attendons donc le nouveau démenti et la prochaine année à retenir pour l'autosuffisance en riz. (Entre nous elle est impossible à atteindre, mais CHUT ! on ne le leur dira pas. Choisissons de les laisser s'empêtrer dans leurs mensonges.)

Statistiques oubliées ou cachées

Rédigeant une note sur la production rizicole, j'ai interrogé un officier des douanes (dont je ne vais pas citer le nom car il serait sans doute récompensé par une promotion non méritée). Je l'ai interrogé pour obtenir des statistiques sur les importations de riz par le Sénégal. Il m'a répondu que pour se faire il me fallait adresser un courrier au Directeur Général des Douanes ...

Statistiques réévaluées

Il est important de savoir qu'en mai 2018, le Sénégal a procédé à un changement d'année de base de ses comptes nationaux dans le cadre d'un « Projet de Rénovation des Comptes Nationaux (PRCN) ». La nouvelle année de base est désormais 2014 (au lieu de 1999).

Cela a permis une hausse du PIB de 2014 de 29,4%. Donc depuis mai 2018, +30% de richesse pour le Sénégal, avec effet rétroactif à partir de 2014. Nous sommes tout devenu beaucoup plus riches qu'autrefois.

Si vous ne le saviez pas, si vos proches demeurés au Sénégal ne l'ont pas senti dans leur quotidien, je suis heureux de vous donner cette bonne nouvelle que vous pourrez leur transmettre.

Un tel exercice conduisant à une réévaluation du PIB a existé dans d'autres pays étant même habituel. Mais au Sénégal, fort opportunément et de manière fort importante (+29,4%), tout cela arrive en année pré-électorale, et permet :

- la réduction de la pauvreté au Sénégal grâce à l'augmentation du PIB/habitant;
- un gain de plusieurs places parmi les pays les plus pauvres du monde (cela sera constaté, sans doute en grande pompe, en fin d'année 2018) ;
- un déficit budgétaire global / PIB amélioré, le critère de convergence UEMOA étant désormais respecté ;
- une dette publique autrefois la plus élevée de l'UEMOA après le Togo, désormais la plus élevée après le Togo et le Bénin ; le progrès est maigre, mais il reste à prendre ; on passe d'avant dernier à ante pénultième ;
- un endettement extérieur qui par contre reste le plus élevé de l'UEMOA, **mais** avec une marge libérée pour pouvoir continuer à s'endetter.

Certains d'entre vous pensent sans doute déjà que je suis lent à entrer dans le vif du sujet. En fait on est déjà dans le diagnostic de la situation économique du Sénégal: nous sommes en effet en présence de la construction d'une économie factice et de statistiques fausses ou révisées pour permettre l'atteinte d'un objectif politique de maintien au pouvoir sans action significative sur la sphère de l'économie réelle qui mériterait le qualificatif de pré émergence.

Cette économie irréaliste et virtuelle est présentée comme en vive croissance d'une part, et en croissance saine d'autre part puisque les critères de convergence (solde budgétaire par rapport au PIB, et création d'une marge pour l'endettement global) sont redevenus corrects par l'opération de changement d'année de base du calcul du PIB. Le troisième critère principal de convergence qui est le taux d'inflation est traditionnellement respecté ; cela pourrait d'ailleurs être l'un des signes d'une économie qui n'arrive pas à s'emballer autant qu'on l'aurait souhaité.

Mais fort heureusement, l'analyse économique n'est pas uniquement faite de statistiques, dont Keynes lui même disait « *il y a les mensonges, les gros mensonges puis les statistiques* ». L'analyse économique est aussi faits et constats, étude de variations, identification de cohérences. C'est donc cette voie que je vous propose en articulant mon argumentaire autour du PSE (Plan Sénégal Emergent) dont nous ne contestons ni la vision ni les objectifs.

Commençons par rappeler que le PSE a pour ambition de construire un Sénégal émergent au profit des populations sénégalaises. Il retient pour ce faire **trois axes stratégiques** visant :

1. une **transformation structurelle de l'économie** à travers la consolidation des moteurs de la croissance identifiés en 2014 et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesse, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction des investissements. Cet axe s'inscrit dans une option de

- développement plus équilibré, de promotion de terroirs et des pôles économiques viables afin de stimuler le potentiel de développement sur l'ensemble du territoire ;
2. une **amélioration significative des conditions de vie des populations**, une lutte plus soutenue contre les inégalités sociales tout en préservant la base de ressources et en favorisant l'émergence de territoires viables
 3. le **renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance, de la protection des droits et libertés et de la consolidation de l'État de droit** afin de créer les meilleures conditions d'une paix sociale et de favoriser le plein épanouissement des potentialités.

Commençons par le troisième axe, et retenons d'être bref car nous ne souhaitons pas être hors sujet, même s'il s'agit de réformes et mesures destinées à créer un cadre propice à la croissance et sans aucun doute indispensable à cette dernière.

Il n'y a pas eu consolidation de l'État de droit. Bien au contraire, l'assujettissement d'une partie du pouvoir judiciaire à la volonté du PR n'a jamais été aussi fort.

Le **recul démocratique** est patent : la logique consensuelle qui prévalait depuis 1992 a été abandonnée. Les réformes électorales sont décidées sans consultation créant une situation de tension dont un pays qui se construit n'a guère besoin.

La **gouvernance des ressources financières de l'État, des ressources naturelles** est chaque jour émaillée de scandales bien plus gros que tout ce que nous avons pu connaître jusque là ;

Sur un autre plan le parti au **pouvoir a confisqué l'administration** : on ne peut plus prétendre à une fonction importante de l'administration, et même aux postes subalternes, si on n'est membre de leur parti. Et à la veille des scrutins, on vous rappelle qu'on ne vous demande pas des résultats de performance dans les responsabilités managériales ou administratives qui vous ont été confiées, mais une victoire électorale qui vous assurera par ailleurs l'impunité si vous avez confondu ressources publiques et moyens de campagne.

Abordons à présent le **second axe**, celui de la croissance correspondant à une amélioration significative des conditions de vie des populations.

Le tableau 9 inséré dans le rapport du PSE fixe des objectifs à 10 ans. Nous sommes à mi-parcours de cette route vers l'émergence, de cet itinéraire de progrès rapide. Nous les rappelons :

Sénégal aujourd'hui		Sénégal à 10 ans
3-4 % de croissance annuelle	+3-4 pts	7-8% de croissance durable
70% de la croissance tirée par les services (télécom, services financiers)	+4	4 nouveaux moteurs : agriculture et agroalimentaire, habitat, mines, tourisme
106 K FCFA d'exports par tête	x 3	340 K FCFA exports par tête : x3
250.000 emplois formels (6% du total des emplois)	x 2,5	~600.000 emplois formels (10% du total des emplois)
3 millions de personnes disposent d'un revenu discrétionnaire	+ 3 mn	6 millions de personnes disposent d'un revenu discrétionnaire (x2)
~1.000 \$ de PIB / tête	x 1,5	~1.500 \$ de PIB / tête

Selon le régime de Macky Sall:

1. La croissance statistique aurait été enclenchée. Elle est merveilleusement l'une des plus régulières au monde. Elle aurait été de 7,2% en 2017, l'une des plus élevées au monde. Il était important de se retrouver en 2019 et un peu avant dans la fourchette cible de 7 à 8 %. Mais on a vu comment les fausses productions agricoles ont contribué à atteindre cet objectif politique qui ne correspond pas à une performance économique
2. Ceci étant précisé, même sous cette hypothèse grotesque de croissance de 7,2%, avant de prendre en compte le changement d'année de base en mai 2018, le PIB/habitant en US \$ n'avait quasiment pas évolué, stagnant à environ 1000 US \$. Alors que la cible visée est de 1500 US \$ en 2024. Par contre après la réévaluation du PIB intervenue en 2018, l'objectif sera statistiquement proche d'être atteint sans correspondre bien évidemment à une amélioration effective des conditions de vie des populations.

Consacrons maintenant quelques constats au **premier axe** ; il est le plus important, celui de la recherche de la transformation structurelle de l'économie. Le plus important car l'émergence ou le début d'émergence n'est pas un taux de croissance élevé, en commettant cette erreur d'appréciation économique, ils se trompent de mensonge. L'émergence ou le début d'émergence est le constat d'une transformation structurelle d'une économie réussissant la mutation suivante : ses productions gagnent en valeur ajoutée locale, sa compétitivité s'améliore et s'accélère, ses exportations se développent, les populations sortent progressivement de la pauvreté et du dénuement en terme de services de base, une classe moyenne se crée et se renforce régulièrement.

Or face à ce projet quels sont les constats qui s'imposent ?

1. Alors que 70% de la croissance était tirée par les services, elle devait l'être par 4 nouveaux secteurs : agriculture et agro alimentaire, habitat, mines et tourisme. La croissance continue cependant d'être tirée par le secteur tertiaire en l'absence

d'un début de transformation structurelle de l'économie. Ainsi le maintien du niveau de contribution des secteurs à la formation du PIB est le signe le plus patent de l'échec du projet d'émergence (toujours 17% ; 23% ; 60%).

2. autre constat : la croissance reste essentiellement portée par la consommation et pas assez par l'investissement.
3. Autre signe de chemin d'émergence non emprunté, le % des exportations rapporte au PIB reste trop faible et ne parvient pas à décoller. La situation empire après la réévaluation récente du PIB. Avant cette réévaluation, les exportations représentaient 27,1% du PIB quand la RCI est à 46,6%. Aujourd'hui le Sénégal pourrait ne plus être qu'aux environs de 20%. Cette absence de dynamisme des exportations sénégalaises est une conséquence de l'échec de la diversification de notre économie et de la non amélioration en contenu de VA locale de nos productions. (5 produits seulement or, produits pétroliers, poisson frais, ciment, acide phosphorique par ordre d'importance continuent de représenter 50% des exportations sénégalaises). Une multiplication par 3 des exports / habitant était visée; il y a plutôt eu baisse des exportations par habitant (passant de 106 000 fcfa à - de 90 000 fcfa)
4. Autre indicateur retenu par le PSE comme d'entrée du Sénégal en émergence : 250 000 emplois formels à porter à 600 000 en 10 ans. Nous serions encore loin du compte avec 320 000 emplois formels aujourd'hui. Et à des années lumières des 500 000 emplois par an promis par le candidat Macky Sall en 2011.

Ainsi donc, malgré un taux de croissance de 7,2% en 2017 dont nous avons pu voir qu'il est en partie fabriqué, il n'y a pas début d'émergence au Sénégal. Car l'émergence ne se mesure pas par un taux de croissance. L'émergence s'apprécie par le constat d'une transformation structurelle de l'économie : le Sénégal n'est pas encore sur cette voie.

La phase I du PSE est donc un échec. La phase II du PSE qui est annoncée ne peut pas en être une continuation. Elle ne pourra qu'être un nouveau départ, un recommencement. **Mais une alternance créant des ruptures multiples en devient une condition sine qua non.**

Quels sont donc les principaux projets et objectifs du PSE non respectés qui sont à l'origine de l'échec de sa phase I ? Dans les faits, il s'agit de leviers sur lesquels le Gouvernement n'a pas agi, et n'a pu obtenir des résultats qui étaient des conditions pour réussir cette phase I.

- Il y a eu absence de renforcement de capital humain : un niveau très faible d'efficacité des dépenses d'éducation malgré leur hausse régulière ; le stock de capital humain du Sénégal est considéré comme incompatible avec l'émergence (loin derrière Cote d'Ivoire, Maroc, Ghana, etc.) ; le nombre étudiants pour 100 000 habitants est en deçà de la norme UNESCO de 2000 : 1000 à peine atteint ; dans les filières scientifiques moins de 25% contre un objectif de 50% ; la malnutrition chronique reste un vrai problème de santé publique au Sénégal (23% G et 19% F) et agit sur la compétitivité ;

- Il n'y a pas eu d'augmentation de productivité : le critère de productivité totale des facteurs au Sénégal place notre pays derrière la Côte d'Ivoire, le Maroc, très loin derrière la Tunisie et la Malaisie ; même si une légère amélioration a pu être relevée, cette dernière est considérée trop faible pour susciter une croissance forte et soutenue. Tout cela vient d'être confirmé par le dernier rapport du World Economic Forum.
- Les contraintes fortes à l'investissement privé n'ont pas été levées : l'énergie est d'un coût élevé et de faible accès; le paiement des impôts reste d'une grande complexité ; la lourdeur du système judiciaire, le faible accès au financement ; les défaillances du marché, l'insécurité sont autant de facteurs défavorables à l'investissement privé.
- La gestion de l'investissement public constatée au sein même de l'UEMOA est reconnue comme trop faible;

Et plusieurs faits patents sont révélateurs de cette absence d'émergence.

- On note une légère amélioration au niveau du taux de pauvreté le situant à 41,4 – 41,7%; mais au regard du croît démographique le nombre de pauvres au Sénégal augmente. 9 ménages sur 20 (44,9%) sont affectés par l'insécurité alimentaire, 54,8% en milieu rural, 33,7% à Dakar. Le nombre de personnes qui s'estiment pauvres est en augmentation.
- cette pauvreté qui s'accroît est confortée par l'existence de la faim dans notre pays. Un communiqué du Conseil National de Sécurité Alimentaire du 18 mai 2018 a renseigné sur un programme de lutte contre la faim dans six départements du Sénégal, et pour sauver près de 400 000 unités de bétail dans dix autres. Ce Plan d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire 2018 (PUSA) d'un montant de 11 milliards fcfa a été validé par le Premier ministre.
- L'augmentation de la population urbaine par exode rural est signe d'une fuite de la pauvreté croissante des campagnes, lorsque le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie était retenu comme support essentiel à la construction de l'émergence
- Le drame de l'émigration prouve que ni emplois ni revenus ne retiennent les fils du Sénégal dans leur pays

Ces faits, ces constats prouvent qu'il n'y a nullement d'amélioration significative des conditions de vie des populations. C'est leur appauvrissement continu qui est noté.

Porquoi ?

Au regard de ce diagnostic global, je retiens pour ma part comme causes de cet **échec de début d'entrée en émergence**:

- une priorité donnée au tout politique, à la volonté de rester au pouvoir le plus longtemps possible. Cela a commencé par 2 années de rallonge ajoutées à une promesse forte de campagne et de début de mandat ; Cette volonté a dégradé la gouvernance dont le Sénégal avait besoin comme nécessaire à la construction

d'une émergence. Elle est responsable de la mise en œuvre d'une stratégie de contrôle et de mise aux ordres des pouvoirs législatif et judiciaire, d'une administration caporalisée et inféodée au parti dominant, d'une décentralisation absente dans les faits malgré un ACTE III qui apparaît aujourd'hui comme un joujou qui était plutôt destiné à créer des responsabilités, souvent sans objet, mais fortement politiques. Or le rapport récent du World Economic Forum, constatant la dernière place mondiale de l'Afrique subsaharienne dans le classement des régions les plus compétitives, indexe la faiblesse des institutions et des politiques publiques comme responsables de ces faibles scores ;

- une incompétence à mettre en œuvre le PSE, en particulier ses réformes constituant des prérequis comme on a pu le relever, et les plans d'action sectoriels en rapport avec les objectifs à atteindre;
- la recherche de performances statistiques par mensonges et manipulations, plutôt que la quête de résultats de mieux-être perceptibles et vécus par les populations ;
- et donc l'accumulation des ingrédients d'une explosion sociale avec une tension politique entretenue et aggravée qui pourrait servir de mèche, alors que toute émergence a besoin de consensus et de paix politique et sociale.

Un futur de progrès et donc de paix est toutefois possible. Il se nourrirait en partie de la future exploitation du gaz et du pétrole qui devrait bientôt démarrer. Mais sauf à changer de direction et de priorités, l'avenir pourrait être bien plus sombre qu'on ne le pense.

Il appartient, dans l'urgence, aux politiques de se protéger contre les conséquences du désespoir, du chaos en route, d'une jeunesse écoeurée et révoltée par des alternances qui se suivent et se ressemblent ou aggravent leurs conditions de vie et leurs futurs.

Commençons par changer la mesure de notre entrée en émergence ou en développement accéléré : plutôt que ce PIB manipulable et manipulé, retenons de l'apprécier par statistique juste du nombre de pauvres chaque année sortis de la pauvreté, et par le suivi des indicateurs d'inclusion sociale (par l'éducation, la réduction de la malnutrition, la réduction des taux d'insécurité alimentaire, l'inclusion par l'accès à la santé, par celui aux services essentiels).

C'est le sens qu'il faut donner au programme présenté par l'ACT qui assigne comme priorités à notre économie de d'abord être en mesure :

- par l'agriculture : d'éradiquer la faim au Sénégal et de faire reculer de manière significative la pauvreté dans les zones rurales ; aussi de pouvoir nourrir les centres urbains par des produits du terroir dont les prix auront baissé grâce à l'accroissement des rendements agricoles ;
- par la mutation de l'artisanat en semi manufacture puis en manufacture : de combattre la pauvreté dans les villes et de porter la mutation structurelle de l'économie en donnant au secteur secondaire une importance croissante dans la formation du PIB, et la faire contribuer aux exportations ;

- par la recherche systématique de valorisation locale de nos productions minières :de créer de l'emploi et de la croissance.
- Les nouvelles directions à emprunter reposeraient également sur la prise de conscience que la petite taille caractérise l'économie sénégalaise (TPE, PME et informel) ; la croissance doit être créée dans ces secteurs en se donnant les capacités d'y améliorer la compétitivité par la formation, l'organisation des productions par mutualisation, la baisse du coût de l'énergie, etc.
- L'ACT propose aussi de substituer à la logique de grands projets, celle de grands travaux à haute intensité de main d'œuvre pour notamment combler le gap en infrastructures de transport et logistique (développement du rail par exemple). Le grand projet est retenu pour satisfaire l'égo d'un chef ou pour susciter un « *il est entrain de travailler, donnons lui un second mandat* » de la part de certains électeurs. C'est le sens qu'il convient de donner à toutes ces inaugurations organisées à la veille des élections, (même le pont sur la Gambie devient une réalisation de notre grand timonier). Mais le grand projet repose sur l'endettement accéléré du pays et donc le sacrifice des générations futures, sur le choix de technologies qui écartent des marchés nos entreprises nationales, et par voie de conséquence sur la restriction des marges de manœuvre budgétaires et l'éviction de notre secteur privé national ;
- L'ACT propose d'adapter l'accès au financement aux besoins de petites structures de production : celles des groupements de femmes, des métiers avec cautionnement mutuel, par le PPP à petite échelle (diaspora avec retour sur investissement), par le PPP de plus grande envergure mais amélioré comme solution aux contraintes liées à la poursuite d'un endettement extérieur dont les marges ont été épuisées par le régime de Macky Sall ;
- d'entrer résolument dans une démarche visant à combattre la pauvreté par le travail et la création de valeur à la base, plutôt que par le seul recours à l'aide sociale ayant pour objectif d'entretenir une clientèle politique à l'instar des bourses familiales;
- d'améliorer la gouvernance par la réduction du pouvoir présidentiel, par le renforcement des pouvoirs de l'Assemblée Nationale redevenue Chambre des citoyens par un système de vote révisé, par la construction de l'indépendance de la justice.
- de réduire également la toute puissance de l'Etat hyper centralisateur : par l'élection des maires au suffrage universel, la création de pôles territoriaux, de CESE (présence diaspora) rattachés aux territoires et suppressions du CESE et du HCCT ; par des dotations accrues aux collectivités pour couvrir les dépenses d'investissement décidées au niveau des territoires.

Mais de tels choix ne sont possibles que dans le cadre d'une politique autrement en substitution à la politique comme métier, à la politique professionnelle, à la politique politicienne.

Elle est celle proposée par l'ACT : la politique comme sacerdoce au service de la patrie et du peuple du Sénégal.

Voyez-vous, l'heure n'est plus aux choix idéologiques. Au Sénégal, ces derniers ont d'ailleurs perdu leur sens lorsque des alliances et autres coalitions hétéroclites, constituées de la gauche à la droite, ne se donnent comme objectifs que le partage des institutions et des ressources de la nation.

- Il est l'heure de donner de l'espoir aux populations et plus particulièrement à notre jeunesse par l'amélioration de ses conditions de vie et d'accès aux services essentiels,
- il faut organiser et permettre le gain de revenus, même modestes, pour pouvoir y accéder,
- il faut instaurer un sentiment de justice en refusant l'accaparement des richesses du pays par une famille ou un clan, et imposer une justice égale pour tous.

Les options retenues comme celles du régime en place doivent donc être rejetées, et une œuvre de reconstruction engagée. Elle commence par un retour aux valeurs qui fondent les civilisations durables : le travail, la justice et l'éthique.

Le régime en place constate aujourd'hui son échec, celui de son propre plan d'émergence. Il a créé une bulle pour se tirer d'affaire. La bulle en économie a un sens et une rationalité : c'est une création de valeur par la spéculation ou les anticipations, par des comportements détachés de l'économie réelle. Elle finit toujours par se dégonfler.

Dans le cas du Sénégal, le régime en place a inventé la « *bulle par le faux* », la rationalité qui a conduit à l'attribution de permis miniers à Petrotim est la même que celle qui crée de la prétendue richesse. Il faut craindre que cette bulle sénégalaise explose plutôt qu'elle ne se dégonfle ; car on ne joue pas, enfermé dans une tour d'ivoire, avec la misère et la détresse des hommes.

Face à l'urgence, la solution est l'alternance de rupture véritable en 2019 par un personnel politique nouveau.

Je vous remercie de votre aimable attention.